

Rôle de la Section S&R

La section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général (RSASG), Coordonnatrice Résidente (CR) et Coordonnatrice Humanitaire (CH) dans ses fonctions de pilotage de la contribution des Nations Unies aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les autres partenaires internationaux, en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au nord et au centre du Mali.

Avec ce bulletin mensuel, nous restituons les plus récentes avancées et activités au nord du Mali en termes de stabilisation et de relèvement. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les partenaires internationaux.

Pour plus d'informations :

Temur SHAROPOV, Chargé de Communication et Liaison (section S&R) - sharopov@un.org

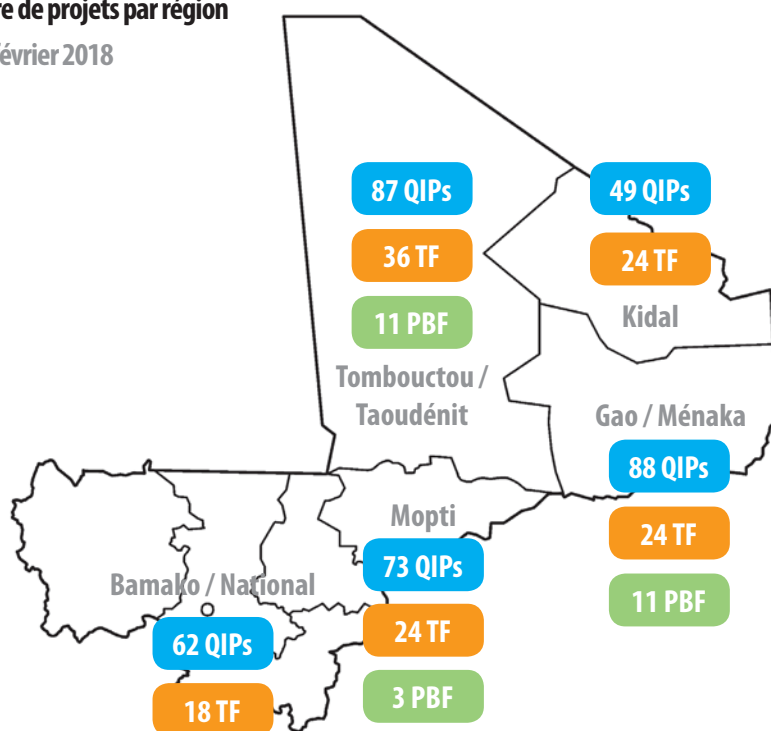


*Merci à tous les partenaires
Partenaires d'exécution, Institutions nationales, Société civile,
Bailleurs internationaux, Composantes MINUSMA sponsors.
Tous unis pour un Mali un et indivisible !*

Aperçu global depuis 2013

Nombre de projets par région

Au 28 février 2018



Retrouvez tous les Bulletins Mensuels de S&R sur le site de la MINUSMA:
<https://minusma.unmissions.org/bulletin-mensuel>

Faits saillants

- Nouvelles approches de partenariat: ONU-Banque mondiale
- Dernières actualités et état de la mise en œuvre du PSIRC
- Dans le cadre du Nexus, OCHA a facilité la visite d'une délégation de partenaires à Tombouctou
- Réunion des Partenaires Techniques et Financiers pour la Retraite annuelle
- Tombouctou: soutien institutionnel aux préfectures d'Al Ourche et d'Araouane (QIP)
- Kidal: MINUSMA soutient des projets d'initiative pour les femmes (QIP)
- Visite d'une délégation canadienne à la MINUSMA (TF / PBF)
- Nouveaux projets lancés dans les régions du nord

Chiffres clés

Projets à impact rapide (QIP) : 262 projets finalisés et 97 en cours sur un budget de 15,9 millions de dollars américains (359 projets au total depuis 2013)

Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) : 14 projets depuis 2015 sur 18 mois et pour un **budget de 26 million de dollars américains** (3 projets prolongés)

Fonds Fiduciaire (TF) : 70 projets finalisés et 62 projets en cours sur **132 projets** approuvés pour un coût de **48.596.537 dollars américains** sur un **budget de 62,5 millions de dollars américains** (contributeurs : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DOCO)

Secteurs

QIPs Projets à impact rapide

Sécurité / Justice / Infrastructures publiques / Agriculture / Santé / Information publique / Education / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme

TF Fonds Fiduciaire

Négociations de paix / Processus de médiation / DDR / RSS / MOC / Cantonnement / Etat de droit et justice / Rétablissement de l'autorité de l'Etat / Appui aux forces de sécurité et de défense maliennes / Cohésion sociale

PBF Fonds pour la Consolidation de la Paix

Phase I: Education pour la paix / Soutien socio-économique / Réintégration des personnes déplacées / Justice sur la violence basée sur le genre / Cantonnement

Phase II: Autonomisation des jeunes et des femmes pour la réconciliation nationale / Résilience à l'insécurité / Prévention des conflits

Coordination des bailleurs et partenariats

1. Le 2 février, la section S&R a assisté à la réunion d'Information Générale organisée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), qui a été l'occasion de faire le point sur la situation sécuritaire et humanitaire. La Section S&R de la MINUSMA a présenté un aperçu général des activités de la Section et des **dernières mises à jour sur ses mécanismes de financement** (Projets à Impact Rapide, Fonds Fiduciaire et PBF). C'était l'occasion pour S&R de rappeler aux Agences des Nations Unies et les partenaires humanitaires de parrainer des projets QIP et à épuiser les fonds restants avant la fin de l'exercice 2017-2018.
2. Le 7 février, la section S&R a assisté à la **réunion de la Troïka Élargie** pour discuter des sujets de fonds de la prochaine retraite des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) qui aura lieu le 15 février. Ce fut l'occasion de clarifier l'ordre du jour de la retraite et d'identifier les messages clés du dialogue politique à affiner pendant la retraite.
3. Le 9 février, la Section S&R a rencontré l'expert du Groupe de la Banque mondiale pour discuter et examiner la proposition de projet intitulée «**Soutenir le renforcement des capacités pour consolider le Nexus Humanitaire, Développement et Paix au Mali**» dans le cadre de la collaboration entre le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies et la Banque mondiale dans le cadre de l'Initiative de Humanitaire, Développement et de Initiative de Paix [HDPI]. Cette proposition vise à soutenir les opérations des Nations Unies (ONU) et du Groupe de la Banque mondiale (GBM) dans les zones touchées par les conflits dans le centre et le nord du Mali. Cette réunion a permis des discussions sur le port de Konna, sur les projets d'emploi des jeunes dans le cadre de la mise en œuvre conjointe, et d'identifier la nécessité d'une collaboration plus étroite entre l'ONU et la BM pour les opérations dans le centre et le nord du Mali.
4. Le 13 février, la section S&R a participé à la réunion organisée par le **Comité interministériel de suivi de la mise en œuvre du PSIRC** (Plan de Sécurisation Intégrée des Régions du Centre) rattaché au Ministère de la Sécurité du Mali. Le Comité a présenté les mises à jour récentes et l'état de la mise en œuvre du PSIRC ainsi qu'une mise à jour sur la situation sécuritaire depuis janvier 2018. Un point sur la situation sociale et la présence de l'Administration au Centre du Mali ont également été discutés.
5. Le 14 février, la Section S & R a représenté le RSASG/CR/CH lors de la réunion organisée sous l'hospice de la Banque mondiale au Mali sur **Alliance Sahel Mali**. Cette initiative de l'Alliance Sahel Mali proposée par la France et l'Allemagne en 2017, vise à faciliter les échanges entre donateurs internationaux pour accélérer l'aide au développement dans cette région en proie à l'instabilité politique, économique et sécuritaire. La France a initié la formation de l'Alliance, qui regroupe également le Groupe de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'aide sera divisée en quatre domaines principaux: éducation-formation, agriculture, gouvernance-justice et lutte contre le changement climatique.
6. Le 15 février, la Section S&R a participé à la **retraite annuelle des Partenaires Techniques et Financiers** (PTF) organisée sous les hospices du Chef de File des PTF: les Pays-Bas. Les principaux thèmes à l'ordre du jour étaient: (i) Aperçu des défis politiques, de sécurité et de développement ; (ii) Identification des résultats prioritaires à atteindre en 2018, et sélection des messages clés pour le dialogue politique élargi PM-Troïka ; (iii) Rendre l'aide au développement plus efficace et efficiente: cohérence, rationalisation et harmonisation ; (iv) Rendre les interventions dans la région centrale plus efficaces.
7. Le 16 février, la MINUSMA S&R et la France a organisé la **session mensuelle de la CRZPC** (Commission de Réhabilitation des Zones Post Conflit) avec une large représentation de PTF (Partenaires Techniques et Financiers) et d'organisations internationales. Parmi les nombreux sujets abordés lors de la réunion il faut noter la situation préoccupante de la sécurité alimentaire présentée par le cluster correspondant, ainsi que la finalisation du plan de travail du CRZPC pour 2018.
8. Le 27 février, la section S&R a assisté à la réunion conduite par le ministère de la Défense et des Anciens Combattants. Les discussions ont principalement porté sur la décision de l'Etat-major des Armées d'**interdire la circulation des motos et les pick-up** dans certaines circonscriptions des régions de Ségou, Mopti et Tombouctou. Suite à cette réunion, le S&R de la MINUSMA en tant que co-lead de la CRZPC prépare une note de plaidoyer sur le sujet pour la prochaine réunion de la PM-Troïka Elargie.
9. Pour s'assurer que l'ensemble des acteurs ont une **compréhension commune de l'approche Nexus** avant sa mise en œuvre, une mission Nexus conduite par Ocha Mali avec la participation de la coopération espagnole, des ONG Internationales tels que NRC (Norwegian Refugee Council) et CRS (Catholic Relief Services); de la Section Stabilisation et Relèvement de la MINUSMA ; et de l'expert Nexus basé au PAM, s'est rendue à Tombouctou du 26 au 28 février 2018. Les différentes rencontres avec les autorités locales, les partenaires humanitaires et de développements et les partenaires techniques étatiques, ont permis aux acteurs sur le terrain de se familiariser avec Nexus et d'améliorer leurs compréhensions de cette approche. Egalement la visite avait comme l'objectif d'identifier les endroits et les secteurs dans la région de Tombouctou/Taoudénit où le Nexus peut être appliqué / renforcé. Les acteurs pourront ensuite renforcer le plaidoyer auprès des bailleurs de fonds pour le financement et la mise en œuvre de l'approche NEXUS. D'autres missions de ce type auront pour lieu dans d'autres régions courant mai 2018.

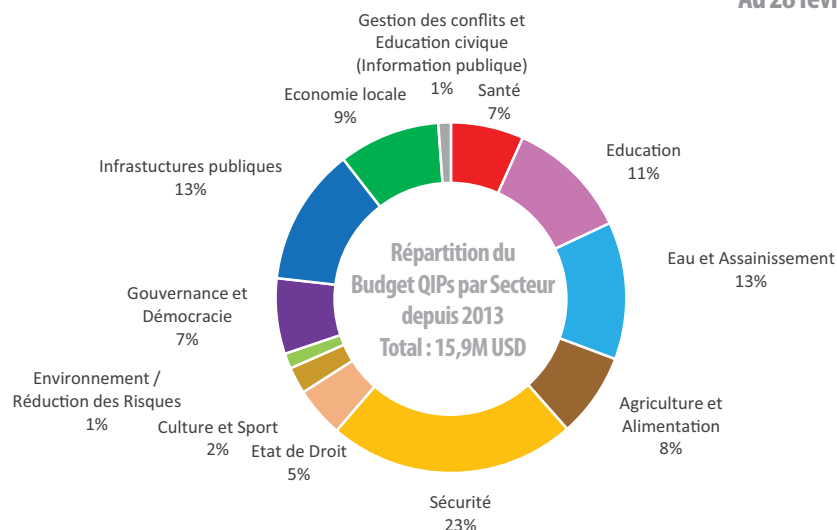
Financés par la MINUSMA, les Projets à Impact Rapide (ou *Quick Impact Projects - QIPs*) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars américains et d'une durée de 6 mois maximum, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures publiques, la

formation et la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et durable répondant aux besoins prioritaires de la population et ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

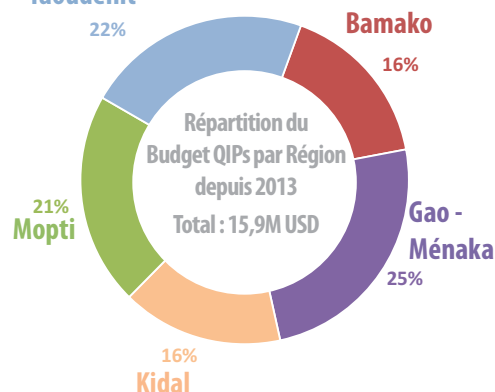
Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et soutiennent les demandes provenant du gouvernement malien, des ONG internationales et nationales, des agences internationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux.

Pour plus d'information: <http://bit.ly/2yqonz8>

Au 28 février 2018



Tombouctou - Taoudénit



Faits marquants du mois

1. Le 13 février, deux projets à impact rapide (QIP) visant à **apporter un soutien institutionnel aux préfectures d'Al Ourche et d'Araouane** (région de Taoudénit) ont été remis lors d'une cérémonie officielle à laquelle participaient les autorités régionales/locales, ainsi que par une délégation de la MINUSMA emmenée par le chef de Bureau de Tombouctou. Ces deux projets parrainés par la Division des Affaires civiles (DAC) ont été financés pour un montant total de 24.430 dollars américains et viennent en complément des projets précédents, notamment la fourniture de matériel et de mobilier de bureau à deux préfectures. Le Représentant de la Préfecture a félicité la MINUSMA pour son engagement continu à renforcer l'opérationnalisation de ces préfectures et le renforcement des capacités.

2. Le 20 février, deux nouveaux projets à impact rapide visant la **réhabilitation de six salles de classe et des bureaux administratifs ainsi que la construction de trois blocs de latrines, de clôtures et de mobilier pour la Medersa Darou Alhadis-Bourem** ont été remis lors de la cérémonie officielle en présence des autorités régionales et locales, les bénéficiaires, les composantes de la MINUSMA et les partenaires techniques à Gao. Parrainés par la Division des Affaires civiles (DAC) et mis en œuvre en collaboration avec l'Association des Jeunes Musulmans de Bourem, ces projets QIP, financés par la MINUSMA pour un montant total de 89.668 dollars américains, sont en parfaite adéquation avec son mandat. Ils ont permis d'offrir un cadre idéal de formation, de supervision et de sécurité aux étudiants de la Medersa.

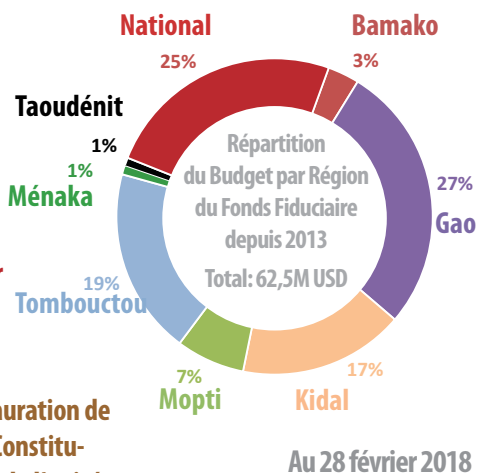
3. Le 23 février, un nouveau projet à impact rapide a été remis lors de la cérémonie officielle en présence des autorités régionales et locales, des bénéficiaires, des composantes MINUSMA et des partenaires techniques de Mopti. Ce projet d'une valeur de 40.075 dollars américains fait partie du **soutien de la MINUSMA fourni aux autorités locales et régionales pour la promotion et la consolidation de la gouvernance locale au Mali**. Il a permis de réhabiliter les locaux de la salle de délibération et la salle de conférence du conseil régional de Mopti et d'équiper ces salles réhabilitées avec des fauteuils, des chaises, des tables de conférence, des climatiseurs armoires, du matériel de sonorisation, des rideaux, des moquettes et autres matériels. Le Conseil régional a remercié la MINUSMA pour ce partenariat au bénéfice de nombreuses réunions organisées par des acteurs impliqués dans la recherche de la paix, la réconciliation, la sécurité et le développement des populations.

4. Le 15 février, la MINUSMA a procédé au lancement des activités du projet à impact rapide (QIP), dénommé, «**Projet d'appui à la confection de tentes traditionnelles en cuir au profit des femmes du site de Chatte Tassick**», parrainé par la Section Stabilisation et Relèvement au quartier Intidbane de Kidal. Ce projet s'inscrit dans le cadre des dividendes de la paix et de la sécurité et relève du programme de stabilisation à la consolidation de la paix au Mali. Il bénéficiera aux 60 femmes du cercle de Kidal, regroupée au sein de l'association «Chatte Tassick». D'un coût d'environ 32.500 dollars américains, la réalisation du projet est prévue pour durer trois mois et le suivi sera assuré par l'Associations Femmes Action du Mali (ASFAM). Rappelons que c'est le troisième projet à impact rapide du même genre, réalisé par la MINUSMA dans la région de Kidal. Les deux précédents projets avec un coût de 80.524 dollars américains, ont été mis en place en 2016 et en 2017 au bénéfice de 3000 familles vulnérables de la région de Kidal.

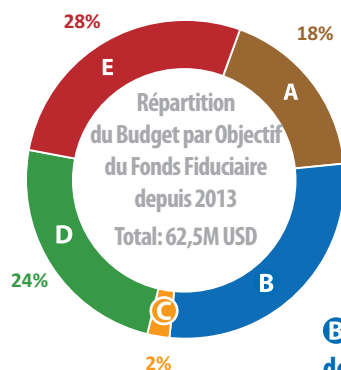


Le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions libres d'affectation ou non au Fonds, qui vise à apporter un appui vital aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les cruciales interventions humanitaires et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds avoisine 62,5 millions de dollars américains, dont 80% sont alloués aux projets existants.



E Efforts immédiats et à long-terme pour résoudre la crise au Mali



A Restauration de l'Ordre Constitutionnel, de l'unité nationale et appui aux élections

B Retour de l'autorité de l'Etat, Etat de Droit et DDR-RSS

D Equipement et appui logistique aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FSDM)

C Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes (FSM)

Faits marquants du mois

1. Le 6 février, dans le cadre de la mise en œuvre du projet visant à prévenir les tensions communautaires et prévention des inondations dans la ville de Tenenkoun grâce à la réalisation de la digue et à la construction de caniveaux, financés par le Fonds Fiduciaire pour 331.558 dollars américains financé à travers la contribution du Danemark et parrainé par la Division des Affaires Civiles (DAC), le Bureau de S&R Mopti a participé à la **réunion préparatoire de pré-lancement** du projet mentionné ci-dessus. La réunion visait à rassembler tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce projet pour une consolidation des points de vue et des actions prioritaires à entreprendre avant le lancement du projet.

Projets récemment approuvés

1. Le 1er février, la Section S&R a organisé un **Comité de Revue des Projets du Fonds Fiduciaire** pour examiner et approuver un projet du Soutien à la sécurité communautaire et à la lutte contre la traite dans la région du Gourma - Phase II (pour 360 000 dollars américains, financé par le contribution du Royaume Uni, parrainé par RSS/DDR et implémenté par l'ONG WILD Foundation).

2. Le 5 février, à l'occasion de la **visite de Mme Galadza**, Directrice générale du Programme des Opérations de Paix et de Stabilisation du Ministère des Affaires étrangères du Canada, les secrétariats du Fonds de consolidation de la paix (PBF) et du Fonds Fiduciaire ont organisé plusieurs réunions avec le RSASG/CR/CH, le Commissaire de police, le Commandant adjoint de la force, le Directeur de la Section RSS-DDR et des représentants des unités de protection des femmes et Genre. La délégation a présenté l'Initiative Elsie qui promeut des approches novatrices pour surmonter les obstacles à la participation significative des femmes aux opérations de paix.

► Une réunion avec INTERPEACE/IMRAP a également été organisée pour présenter et échanger avec les bénéficiaires du projet financé par le PBF «Femmes, paix et sécurité: la participation des femmes au RSS et renforcer la confiance entre la population et les Forces armées et de sécurité du Mali (FASM)».

Le 6 février 2018, la délégation canadienne a rencontré la Division d'Appui à la Mission (DAM) pour discuter du fonctionnement opérationnel de la mission et avoir un aperçu de l'intégration des activités liées au genre dans la mission, en particulier pour la Force et l'UNPOL. La délégation canadienne a également participé à une table ronde avec des IPO et des FPU, des représentants des unités de protection des femmes et des femmes et en présence du Commissaire de police pour échanger sur les conditions de travail des femmes travaillant à UNPOL, sur les défis et les obstacles potentiels auxquels elles peuvent être confrontés.

Face à la crise politique, institutionnelle et sécuritaire qui a profondément déstabilisé le Mali depuis 2012, le Gouvernement malien et le Système des Nations Unies au Mali ont fait appel au Fonds PBF (pour Peacebuilding Fund) en vue de soutenir la consolidation de la paix et la réconciliation. Le Gouvernement du Mali a donc soumis une demande d'éligibilité au Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO) le 24 février 2014 qui a été approuvée par le Secrétaire-Général des Nations Unies le 2 avril 2014.

Dans ce contexte, l'intervention du programme PBF au Mali représente un budget cumulatif d'environ 26 millions de dollars américains dont 12,1 sont alloués dans le cadre de la première phase de programmation du fonds, 8,6 millions pour la seconde phase et 4,47 millions pour les initiatives pour la promotion du genre et de la jeunesse (GYPI), ainsi que les projets transfrontalier (Burkina Faso, Mali et Niger) et d'appui aux Autorités Intérimaires de Taoudéni et Ménaka. Ainsi, quatorze projets financés par le Fonds de consolidation de la paix sont mis en œuvre par des agences onusiennes et des organisations de la société civile, en partenariat avec la MINUSMA. Un Comité de Pilotage supervise l'ensemble du programme et rassemble le Gouvernement du Mali, la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies.

Au 28 février 2018



1

Projet d'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali (*) - UNICEF

L'agence et ses partenaires mettent en œuvre une stratégie de scolarisation accélérée en vue d'un accès à l'éducation pour les enfants vulnérables déscolarisés et non scolarisés. Des espaces de dialogues communautaires inclusifs sont aussi instaurés pour une cohésion sociale à l'école, en famille et au sein de la communauté.



2

Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou (*)

PNUD, ONUDI

Ce projet conjoint porte sur l'accompagnement des processus de réconciliation nationale et de promotion du dialogue en créant des opportunités économiques en faveur des femmes vulnérables et des jeunes à risque.



3

Rétablissement de la confiance par l'appui au processus de cantonnement

UNOPS

Les opérations renforcent la confiance mutuelle entre les parties signataires de l'accord de paix et favorisent l'apaisement du climat sécuritaire. L'ancrage du processus de désarmement dans le pays passe notamment par le cantonnement des combattants. UNOPS est en charge de la construction et de la gestion de camps prévus à cet effet.



4

Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et de Tombouctou - OIM, UNHCR

Ce projet consiste à fournir aux PDI et rapatriés un accès aux services sociaux de base et à renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés locales dans un climat de confiance accrue dans le processus de paix.



5

Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali (*)

ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA

Les 2 agences et la Mission soutiennent les victimes de VBG en leur facilitant l'accès à la justice et à une prise en charge holistique. Le projet appuie également le renforcement de capacités des services de prise en charge ainsi que du système judiciaire en matière de VBG.



6

De victimes à actrices de la paix

ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA

Le projet vise à soutenir la participation des femmes dans la mise en œuvre de l'Accord de Paix en tant que membres des mécanismes de gouvernance, bénéficiaires des dividendes de la Paix et actrices de réconciliation au niveau communautaire.



7

Jeunesse Alafia : Actions des jeunes en faveur de la consolidation de la paix inclusive et de la lutte contre l'extrémisme violent

ACORD, CNJ

Ce projet contribue à améliorer la participation des jeunes hommes et femmes à la construction de la paix au Mali, en leur offrant des opportunités de formation et d'information sur le contenu de l'Accord de paix et d'améliorer leurs conditions économiques afin de diminuer les risques d'adhésions aux groupes extrémistes.



8

Femmes, Défense et Sécurité

INTERPEACE, IMRAP

Ce projet vise à assurer une plus grande participation des femmes dans le domaine de la sécurité et la gestion pacifique des conflits, en renforçant la confiance entre femmes, et entre femmes et les Forces de défense et de sécurité dans les régions de Tombouctou et Gao en particulier.



9

Appui aux Autorités Intérimaires de Taoudéni et Ménaka

PNUD, MINUSMA

Ce projet renforce les capacités des autorités intérimaires et agents des Collectivités Territoriales et appuyer la fourniture des services sociaux de base au profit des communautés dans les régions de Taoudéni et Ménaka.



10

Promotion de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale dans la région Liptako-Gourma (Mali, Niger, Burkina Faso)

PNUD, OIM

Le projet vise à améliorer la sécurité communautaire et la cohésion sociale dans la zone à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso, et à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs vecteurs.



11

Les jeunes acteurs pour la paix et la réconciliation nationale

UNESCO, OIM, UNICEF

Ce projet vise à accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix, par l'opérationnalisation du nouveau dispositif des Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation Nationale, ainsi que par l'implication et la responsabilisation des jeunes et des femmes dans la mise en œuvre de la stratégie jeunesse du G5 Sahel et la lutte contre l'extrémisme violent.



12

Pairs pour la paix Construire la cohésion sociale à Mopti et à Ségou

PAM, UNHCR, FAO

Ce projet vise à restaurer les mécanismes traditionnels de gestion des conflits et débloquer le capital économique et social dans les régions de Mopti et Ségou pour la construction d'une plus grande cohésion sociale et l'atténuation des conflits inter et intracommunautaires.



13

Renforcement de la résilience sécuritaire et de la prévention des conflits intercommunautaires

ONU Femmes, PNUD

Ce projet renforce le rôle des femmes, des jeunes et des leaders communautaires et religieux comme leviers pour une paix inclusive. Ces acteurs prendront le leadership pour le développement d'initiatives de paix endogènes.



14

Engager les jeunes à construire des communautés pacifiques au Mali

MERCY CORPS

L'objectif global de ce projet est de promouvoir la mise en œuvre de l'accord de paix par une approche inclusive de la communauté pour la prévention, l'atténuation et la gestion des conflits et la réduction de la violence des jeunes.